



Paris, le 25 août 2015

Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75007 - PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

La publication ce mercredi 19 août des résultats 2015 de l'observatoire des prix « fruits et légumes » de Familles Rurales nous conduit à vous adresser cette lettre ouverte. Avec un prix moyen des légumes de 2,10 euros par kilo en 2015, en baisse par rapport à 2013 (2,21 €/kg) et à 2014 (2,15 €/kg), les producteurs payent très cher la politique du « toujours moins cher » menée par la distribution.

Les chiffres publiés par Familles Rurales confirment malheureusement ceux de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires présidé par Philippe Chalmin qui note une quasi stabilité du prix au détail en GMS du panier de légumes entre début 2008 (1,72 €) et fin 2014 (derniers chiffres publiés à 1,73 €).

Ainsi, en 2015, avec 2,10 €/kg, les légumes sont vendus à peine plus cher qu'en 2007 (2 €/kg), moins cher qu'en 2008 (2,21 €/kg). Dans le même temps, le SMIC a augmenté de plus de 15,3 % (source INSEE), le prix du gaz naturel a augmenté de plus de 38 % (source MEDDE), celui du fioul lourd de plus de 65 % (source MEDDE), celui des engrais de plus de 42 % (source INSEE).

Dans ce contexte, comment peut survivre la filière française ?

Les légumes étrangers, qui arrivent sur les rayons à des prix sensiblement équivalents à ceux des légumes français, bénéficient d'avantages concurrentiels majeurs. Ainsi, concernant les frais de personnel salarié, qui représentent 20 % des produits d'une exploitation légumière (source RICA), la France souffre toujours de graves distorsions de concurrence, y compris avec ses voisins européens. Ainsi, les producteurs allemands bénéficient en 2015 d'un SMIC à 8,50 €/h, ce qui leur permet d'augmenter chaque année leur production de légumes, lorsque la production française recule.

Rajoutons à ces distorsions économiques les différences de pression réglementaire entre les pays de l'Union Européenne, et vous comprendrez l'exaspération des producteurs de légumes français, étranglés par la distribution, étouffés par les charges et submergés par une réglementation toujours plus sévère, appliquée par une administration zélées.

Dans le même temps, sans motivation réellement fondée, notre ministère de tutelle saborde notre outil de recherche innovation et développement, le CTIFL, en supprimant la taxe fiscale affectée qui le finançait, contrairement aux préconisations du rapport de Clotilde Valter et à vos annonces du 7 octobre 2014 concernant la sécurisation du financement des centres techniques industriels.

Dans ce contexte, vous comprendrez, Monsieur le Premier Ministre, que les producteurs de légumes soutiennent sans hésitation les actions menées par leurs collègues éleveurs depuis plusieurs semaines. Vous comprendrez également qu'ils participeront à la mobilisation organisée par la FNSEA et Jeunes Agriculteurs le 3 septembre prochain à Paris, ainsi qu'à l'action programmée par le COPA COGECA le 7 septembre à Bruxelles.

Il ne s'agit pas, Monsieur le Premier Ministre, d'un simple mouvement d'humeur. Il s'agit d'une profonde et réelle exaspération, générée par la politique irresponsable des prix bas de la distribution, et le sentiment d'abandon que ressentent les producteurs, délaissés par leur ministère.

Comptant sur l'attention que vous porterez à notre cri d'alarme, et aux réponses que vous pourrez apporter aux producteurs de légumes de France, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre sincère considération.

Jacques Rouchaussé



Président des Producteurs de Légumes de France